

## Jordi Tejel Gorgas : « Doit-on « se préparer au pire » dans le nord de la Syrie ? »

Par Propos recueillis par Anne-Bénédicte Hoffner, le 7/10/2019 à 05h15

« L'opération turque pourrait réellement déstabiliser la région » Le point de vue de Jordi Tejel Gorgas (1) Docteur en histoire de l'université de Fribourg et de l'Ehess, professeur associé à l'université de Neuchâtel (Suisse).



La décision du président américain de retirer ses troupes du nord de la Syrie constitue pour les Kurdes une énième trahison ou un énième lâchage, je ne sais pas comment il convient de l'appeler. Mais elle n'est pas tellement surprenante tant les relations entre les Américains et les Kurdes étaient entourées de méfiance. Quelles seront les conséquences pour ces derniers ? Que ce soit en Syrie ou en Irak, ils continueront à s'allier avec les États-Unis lorsque les circonstances l'exigeront : c'est le lot des mouvements minoritaires et sans État. Et ils continueront aussi à faire le travail contre Daech, car c'est leur seul atout.

En Syrie, Donald Trump sonne la retraite

Pour la région, les conséquences dépendront de l'ampleur de l'intervention turque, qui reste de toute façon illégale au regard du droit international. S'agira-t-il d'une vraie opération militaire, avec des affrontements armés avec les forces kurdes, ou plutôt de la constitution d'une sorte de « zone de non-conflit » pour accueillir des réfugiés ? Un grand nombre de villes et de villages, constituant ce que l'on appelle le Rojava, se situent à 500 mètres de la frontière turco-syrienne.

Le président turc, Recep Tayyep Erdogan, en difficulté chez lui, se contentera peut-être d'une opération un peu « cosmétique » ou « marketing » : en installant des camps de réfugiés dans des zones non-habitées, il éviterait le pire. Officiellement, la Turquie affirme vouloir « nettoyer la région des terroristes », mais ce n'est pas si simple, et cela risque d'être coûteux.

S'il y a des combats, et donc des réfugiés kurdes qui fuient vers l'Irak, l'opération turque pourrait réellement déstabiliser la région, à un moment où l'on constate déjà que Daech est en train de reprendre des forces. Le nombre d'attentats autour de Mossoul et près de la frontière syrienne est en recrudescence. Quelle serait la réaction de la Syrie, mais aussi de l'Iran ?

Et quelle sera la réaction aussi des Nations unies et des Européens ? Laisseront-ils faire, eux aussi, par crainte de voir la Turquie lâcher les vannes de la migration vers l'Europe ? Et que va-t-il se passer pour les camps de djihadistes jusqu'ici gérés par les Kurdes ? Dans leur communiqué, les États-Unis rappellent qu'ils ont demandé à plusieurs reprises à « la France, à l'Allemagne et aux autres nations européennes » de récupérer leurs ressortissants, mais que ceux-ci « ont refusé ».

Retour en Syrie, le dilemme des réfugiés

Ils annoncent que désormais, ce seront les Turcs qui seront « responsables de tous les combattants de Daech » capturés depuis deux ans, privant ainsi les Kurdes de ce rôle qui leur servait aussi d'argument.

Retrouvez ici le deuxième point de vue du débat.

Propos recueillis par Anne-Bénédicte Hoffner

(1) auteur avec Boris James, de « *Les Kurdes, un peuple sans États, en 100 questions* », Éditions Tallandier, 384 p ; 16,50 €